

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/136  
1er octobre 1951

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

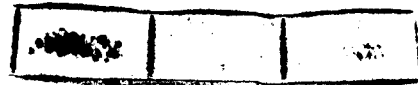
Sous-Commission de la lutte contre les mesures  
discriminatoires et de la protection des minorités

Quatrième session

DOCUMENTS  
INDEX UNIT

MASTER

3 OCT 1951



PROJET DE RESOLUTION RELATIF AUX TRAVAUX FUTURS DE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LES MESURES  
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

(Proposition de M. Shafagh)

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la  
protection des minorités,

Constatant avec inquiétude que le Conseil économique et social a décidé,  
à sa treizième session, de discontinuer la Sous-Commission de la lutte contre les  
mesures discriminatoires et de la protection des minorités jusqu'au  
31 décembre 1954 et de confier ses fonctions, suivant le cas, au Conseil, à la  
Commission des droits de l'homme, au Secrétaire général ou à des organes  
spéciaux;

Constatant que le Conseil a exprimé le désir de poursuivre ses efforts en  
vue d'abolir la discrimination sous toutes ses formes et de protéger les  
minorités, et le désir de prendre les mesures positives nécessaires pour  
poursuivre, après la discontinuation de la Sous-Commission de la lutte contre les  
mesures discriminatoires et de la protection des minorités, l'oeuvre que cette  
Sous-Commission a entreprise;

Considérant que le Conseil a prié le Secrétaire général de se charger de  
certaines fonctions dans le domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires  
et de la protection des minorités;

Soulignant qu'il est d'une supême importance de bien comprendre et d'appliquer complètement le principe de la non-discrimination, posé dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et qui lui semble devoir être l'objectif primordial des travaux de tous les organes et de toutes les institutions des Nations Unies.

Considérant que la Commission des droits de l'homme a chargé notamment la Sous-Commission :

" [d'] entreprendre des études, notamment à la lumière de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et [d'] adresser à la Commission des droits de l'homme des recommandations ayant trait à la lutte contre les mesures discriminatoires de toute espèce prises en violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, comme au sujet de la protection des minorités raciales, nationales, religieuses et linguistiques";

Considérant que l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme ont invité la Sous-Commission à "procéder à un examen approfondi du problème des minorités, afin que l'Organisation des Nations Unies puisse adopter des mesures efficaces de protection des minorités raciales, nationales, religieuses et linguistiques; "

Considérant que la Sous-Commission a commencé de s'acquitter de ces fonctions en préparant des études préliminaires, en soumettant des recommandations à la Commission des droits de l'homme, en élaborant un projet de définition des minorités et en se documentant auprès des gouvernements et à d'autres sources, mais que la complexité et la délicatesse de la question, ainsi que la rareté et la brièveté des sessions, ne lui ont pas permis d'achever ses travaux;

Prenant note du fait que le Secrétaire général des Nations Unies, en consultation avec les institutions spécialisées compétentes et en particulier avec l'UNESCO, a été invité à faire rapport au Conseil économique et social, à l'une des sessions qu'il tiendra en 1952, sur ses propres suggestions concernant les travaux futurs de l'Organisation des Nations Unies en matière de lutte contre les mesures discriminatoires et de protection des minorités et sur toutes celles que la Sous-Commission pourrait formuler à sa quatrième session;

Prenant note du fait que ni la Commission des droits de l'homme, ni le Conseil économique et social, ne doivent se réunir avant la sixième session de l'Assemblée générale,

A.

Prie le Secrétaire général de faire part directement à l'Assemblée générale, lors de sa sixième session, lorsqu'elle procédera à la discussion du rapport du Conseil économique et social, du profond regret qu'éprouve la Commission de ne pouvoir poursuivre ses travaux sur l'étude demandée dans la résolution 217 C (III) de l'Assemblée générale, cela tout au moins avant le 31 décembre 1954.

B.

Prie le Secrétaire général de tenir compte, lorsqu'il préparera son rapport au Conseil sur cette question, des suggestions ci-après de la Sous-Commission :

I. Projet de pacte des droits de l'homme

Il est proposé que le Conseil économique et social, aussitôt que possible après que la Commission des droits de l'homme aura achevé de rédiger le projet de pacte des droits de l'homme, prenne les dispositions nécessaires pour étudier les clauses du projet de pacte relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités, en vue d'élaborer, le cas échéant, des amendements et de décider de toutes autres mesures à prendre sur le plan international qui seraient jugées indispensables dans la domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;

## II. Mesures à prendre sur le plan international

a) Il est proposé que le Conseil économique et social rappelle à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies l'obligation qu'ils ont contractée d'incorporer à tout instrument international auquel ils sont parties des garanties appropriées contre toute violation du principe de la non-discrimination, tel qu'il est posé dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

b) Il est proposé que le Conseil économique et social recommande que, lors de l'élaboration de tous traités internationaux qui porteraient création d'Etats nouveaux ou traceraient de nouvelles frontières entre les Etats, on s'attache tout particulièrement à protéger toutes les minorités qui pourraient en résulter.

c) Il est proposé que le Conseil économique et social prenne les dispositions nécessaires pour élaborer une convention internationale sur la lutte contre les mesures discriminatoires, dans laquelle le principe de la non-discrimination serait étudié dans tous ses détails et défini avec précision et qui prévoirait la reconnaissance et l'application sans réserve de ce principe.

d) Il est proposé que le Conseil économique et social prenne les dispositions nécessaires en vue de l'élaboration d'une convention internationale pour la protection des minorités.

## III. Mesures à prendre par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies

a) Il est proposé de faire recommander par le Conseil économique et social aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qu'ils revoient leur législation nationale et leurs méthodes administratives en vue de supprimer toutes les mesures de discrimination qui subsistent encore dans les territoires sur lesquels s'exerce leur autorité et de prendre des mesures efficaces en vue de protéger les minorités, s'il en existe, dans ces territoires;

b) Il est proposé de faire recommander par le Conseil aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qu'ils procèdent à la création, ou encouragent la création, de comités nationaux et locaux composés de personnes hautement qualifiées, et notamment de membres des minorités s'il en existe, qui étudieraient et vérifieraient à quel point les mesures de discrimination fondées sur la race, la nationalité, la religion ou la langue peuvent exister en droit ou en fait dans les territoires où s'exerce leur autorité, et recommanderaient à leurs gouvernements les mesures d'ordre juridique, éducatif et autre, qui seraient propres à supprimer cette discrimination et à en empêcher le retour.

#### IV. Mesures à prendre par le Secrétaire général

a) Il est proposé que le Secrétaire général examine périodiquement toutes les activités de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes subsidiaires afin de veiller à ce que le principe de la non-discrimination soit bien compris et appliqué sans réserve.

b) Il est proposé que le Secrétaire général examine tous les projets d'instruments élaborés par les organes des Nations Unies et par les institutions spécialisées, et prenne toutes les mesures en son pouvoir pour obtenir que ces projets comportent toutes dispositions nécessaires pour faire efficacement obstacle à la discrimination.

c) Il est proposé que le Secrétaire général étudie s'il serait possible et souhaitable de rédiger des dispositions-types concernant la non-discrimination qui pourraient être utilisées par l'Organisation des Nations Unies ou sous ses auspices lors de l'élaboration de dispositions constitutionnelles, surtout dans le cas où des Etats nouveaux seraient créés.

d) Il est proposé que le Secrétaire général entreprenne, avant le 31 décembre 1954 et à l'aide de renseignements obtenus des gouvernements, des institutions spécialisées, des organisations non gouvernementales et d'autres sources, y compris les sources directes d'information, les études ci-après :

i) Une série d'études sur toutes les formes actuelles de discrimination, existant en droit ou en fait, en accordant la priorité aux études sur la discrimination dans les domaines de l'enseignement, de l'emploi, du mariage, de la liberté de circulation et de la liberté de résidence; ces études comporteraient des recommandations relatives aux mesures à prendre pour faire obstacle à ces formes de discrimination;

ii) Une série d'études sur les problèmes relatifs aux minorités dans les Etats qui se sont constitués ou ont accédé à l'indépendance depuis le début de la Deuxième guerre mondiale;

e) Il est proposé que le Secrétaire général, en collaboration avec l'UNESCO, institue des récompenses annuelles convenables, qui seraient remises, au nom de l'Organisation des Nations Unies, pour la publication imprimée et l'oeuvre cinématographique qui, au cours d'une année déterminée, auraient contribué le plus efficacement à servir les buts et objectifs de l'Organisation des Nations Unies en matière d'application du principe de la non-discrimination.